

**Groupe Hospitalo-universitaire AP-HP Nord – Université Paris Cité**

**Hôpitaux Bichat-Claude Bernard, Beaujon, Louis Mourier**

**CONCESSION DE SERVICE CONCEDANT L'EXPLOITATION DES SERVICES  
DE TELEVISION ET DE SERVICES ASSOCIES  
DESTINES AUX PATIENTS HOPITALISES  
DES HÔPITAUX BICHAT-CLAUDE BERNARD, BEAUJON ET LOUIS MOURIER**

**CONSULTATION N° 2025 033 DECO 004**

**Entre**

**L'ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS**, établissement public de santé, dont le siège est situé 55 boulevard DIDEROT, 75012 Paris, représentée par son Directeur Général, Monsieur Guillaume DU CHAFFAUT, Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université Paris Cité, agissant par délégation du Directeur Général de l'AP-HP, ou son subdélégué dûment habilité

ci-après dénommé « l'AP-HP »,

**D'UNE PART,**

**LA SOCIETE** \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, enregistrée sous le numéro RCS \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_, ayant son siège social au \_\_\_\_\_, représentée par \_\_\_\_\_, en sa qualité de \_\_\_\_\_,

ci-après dénommée « le CONCESSIONNAIRE ».

**D'AUTRE PART,**

Il a été convenu ce qui suit,

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1.1 – OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1.2 – ETENDUE .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1.3 - NATURE DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1.4 - DUREE DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1.5 – EXCLUSIVITE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 2 : DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES ET DEVOIR D'INFORMATION .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 : CESSION-SUBDELEGATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3.1 - CESSION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 3.2 - SOUS-CONCESSION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 4 - CONTRÔLE EXERCE PAR LE CONCEDANT .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4.1 - CONTROLE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 4.2 - TRANSMISSION DES RAPPORTS ET COMPTES A L'AP-HP .....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 4.2.1 - LES DONNEES COMPTABLES TRANSMISES AU TITRE DU RAPPORT ANNUEL .....	9
ARTICLE 4.2.2 - UNE ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE .....	9
ARTICLE 4.2.3 - ANNEXES AU RAPPORT ANNUEL .....	9
<b>ARTICLE 5 - AUTORISATION D'OCCUPATION/UTILISATION D'ESPACES DU DOMAINE PUBLIC .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 6 - OBLIGATION DES PARTIES .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 6.1 - OBLIGATIONS DE L'APHP .....	11
ARTICLE 6.2 - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE .....	12
ARTICLE 6.2.1 - FORMALITES ADMINISTRATIVES A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE .....	12
ARTICLE 6.2.2 - SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE .....	13
ARTICLE 6.2.3 - DEROULEMENT DE LA MISSION .....	13
ARTICLE 6.2.4 - DOMAINE DU CONTRAT .....	14
ARTICLE 6.2.5 - EXPLOITATION DU SERVICE .....	16
ARTICLE 6.3 - FONCTIONNEMENT DU SERVICE .....	19
<b>ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES .....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 7.1 - REDEVANCES PERCUES AUPRES DES USAGERS ET GRATUITES .....	20
ARTICLE 7.2 - IMPOTS ET FRAIS .....	21
ARTICLE 7.3 - REDEVANCE DUE PAR LE TITULAIRE POUR OCCUPATION DU       DOMAINE PUBLIC .....	21
ARTICLE 7.3.1 - MODALITES DE CALCUL DE LA REDEVANCE .....	21
ARTICLE 7.3.2 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA REDEVANCE .....	21
<b>ARTICLE 8 - EVOLUTION DU PERIMETRE DU CONTRAT .....</b>	<b>21</b>
ARTICLE 8.1 AUGMENTATION OU DIMINUTION DU NOMBRE DE LITS DONNANT LIEU A REDEVANCE PAR LE PATIENT .....	22
ARTICLE 8.2 DEMENAGEMENTS ET TRANSFERTS DE SERVICE .....	22
ARTICLE 8.3 AUGMENTATION DU NOMBRE DE TELEVISEURS NE DONNANT PAS LIEU A REDEVANCE PAR LE PATIENT .....	23
<b>ARTICLE 9 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 10 - RESPONSABILITE .....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 11 - ASSURANCES .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 12 - PÉNALITÉS .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 13 - RESILIATION ANTICIPEE DU CONTRAT .....</b>	<b>25</b>
ARTICLE 13.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	26
ARTICLE 13.2 - DECHEANCE DU CONCESSIONNAIRE .....	26

ARTICLE 13.3 – MODALITES DE REPRISE DES BIENS DE RETOUR EN CAS DE RESILIATION ANTICIPEE.....	27
<b>ARTICLE 14 - REMISE DES BIENS EN FIN DE CONTRAT .....</b>	<b>27</b>
ARTICLE 14.1 - SORT DES BIENS DE RETOUR .....	28
ARTICLE 14.2 - SORT DES BIENS DE REPRISE.....	28
ARTICLE 14.3 - SORT PARTICULIER DES BIENS PROPRES.....	28
ARTICLE 14.4 - ETAT DES LIEUX DE SORTIE.....	29
<b>ARTICLE 15 - LITIGES.....</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 16 - SIGNATURES.....</b>	<b>30</b>

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONCESSION

### ARTICLE 1.1 – OBJET

Le présent contrat a pour objet de confier **la gestion des services audiovisuels (télévision et services associés) et téléphonie des patients hospitalisés à Bichat-Claude Bernard, Beaujon et Louis Mourier.**

Cette mission d'intérêt général liée à l'activité de soins de l'Hôpital, à destination des patients comprend d'une part la fourniture d'une offre de programme relatifs à du contenu audiovisuel et d'autre part une offre d'abonnement à la téléphonie fixe en chambre.

Les hôpitaux Bichat-Claude Bernard, Beaujon et Louis Mourier appartiennent au groupe hospitalo-universitaire AP-HP Nord Université de Paris.

Les sites ont une capacité totale de 1473 lits (ce nombre constitue la situation des chambres et lits au moment de l'élaboration du cahier du présent contrat).

**L'accès à Internet par Wi-Fi n'est pas concerné par le présent contrat, l'APHP ayant développé au sein de ses sites notamment, un projet institutionnel WiFi pour tous à destination du public des hôpitaux de l'Assistance Publique.**

Pour assurer cette mission, l'autorité concédante met à disposition les réseaux et équipements existants mentionnés à l'annexe 2.

En outre, la mission confiée au concessionnaire comprend également les prestations suivantes :

- Le remplacement et l'installation des équipements (notamment téléviseurs), dans les 3 mois à compter de la date d'inventaire réalisé à l'entrée du concessionnaire.
- L'installation de la télévision et les services associés dans les points de diffusion (locaux communs notamment) et dans les lieux réservés à l'usage des patients, stipulés dans les présentes à la demande de l'autorité concédante.
- Le renouvellement et la modernisation, sous sa seule responsabilité, des équipements et réseaux nécessaires à la fourniture de service de télévision suivant les besoins du service. Le programme de renouvellement des équipements proposé par le titulaire est joint au présent contrat.
- L'exploitation sous la seule responsabilité du concessionnaire, des réseaux et des équipements assurant les services de communication audiovisuelle destinés aux usagers des établissements susmentionnés concernés.
- L'entretien et la maintenance, sous la seule responsabilité du concessionnaire, des équipements et réseaux existants et ceux qui seront déployés par le concessionnaire (hors réseau électricité).
- La mise en place et la gestion d'un système de gestion informatisée des équipements (équipement de télévision, supports et accessoires).
- L'accueil et l'information des patients sur les services proposés.
- La facturation des services délivrés aux patients.

## **ARTICLE 1.2 – ETENDUE**

Dans les établissements objet du présent contrat, le concessionnaire reprend les équipements et infrastructures actuels nécessaires au fonctionnement du service, qu'il exploite en totalité à ses frais et risques conformément au présent contrat. Ces équipements et infrastructures sont spécifiés dans l'annexe 1 du présent contrat.

Les infrastructures et équipements de l'AP-HP sont mis à disposition et utilisés par le concessionnaire en l'état au plus tard dans les deux (2) mois à compter de la date de notification du contrat.

Le concessionnaire fera son affaire des actions en garantie possibles à l'encontre des fournisseurs et des installateurs.

Ces équipements et infrastructures sont réputés avoir été établis à l'initiative et sous la seule responsabilité du concessionnaire dès qu'il en a pris possession.

**Le titulaire est chargé de faire remonter au référent logistique de chaque hôpital toute difficulté sur les équipements au démarrage du contrat dans un délai d'un mois.**

L'inventaire dressé initialement à l'entrée du concessionnaire doit faire l'objet d'une mise à jour régulière (avec n° de série et caractéristiques) à l'initiative du concessionnaire (notamment après chaque opération de travaux) et au minimum de façon trimestrielle, afin de régler le sort des biens en fin de contrat, selon les modalités prévues dans le contrat. L'inventaire trimestriel doit être remis au représentant de l'établissement concerné.

Cet inventaire sera dressé sur un support correspondant au besoin d'information de chaque site, le représentant de l'hôpital aura la possibilité de fournir sa propre trame d'inventaire ; il devra être réalisé physiquement par le prestataire et non par une simple extraction logicielle.

## **ARTICLE 1.3 - NATURE DU CONTRAT**

La présente concession est soumise à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26/11/2018 relative au Code de la Commande Publique et à son décret d'application n° 2018-1075 du 03/12/2018.

Le concédant confie la gestion d'un service à un concessionnaire dont la rémunération est substantiellement assurée par les résultats d'exploitation à travers des redevances perçues directement auprès des usagers.

Le concessionnaire se rémunérera sur les recettes d'exploitation des services, en particulier celles perçues auprès des usagers et versera annuellement une redevance figurant à l'article 7 ci-après.

## **ARTICLE 1.4 - DUREE DU CONTRAT**

Le présent contrat est conclu pour une durée de six ans, renouvelables (expresse) à 2 reprises, par périodes d'1 an soit une durée maximale de 8 ans à compter de la mise à disposition des équipements et infrastructures qui interviendra au plus tard deux (2) mois après la notification. En cas de non reconduction, l'APHP respecte un préavis de 2 mois avant l'échéance du contrat.

## **ARTICLE 1.5 – EXCLUSIVITE**

Les activités sont consenties à titre exclusif au concessionnaire à l'intérieur du périmètre concédé, et ce pour la durée de la concession.

Pour les services susceptibles d'être offerts aux patients et non inclus dans le contrat à la date de sa notification, l'exclusivité ne pourra être consentie que par voie d'avenant ; à défaut, l'AP-HP se réserve la faculté de les exploiter elle-même ou de les faire exploiter sous sa seule responsabilité en utilisant à cet effet les réseaux ayant fait l'objet d'une autorisation au concessionnaire sans que celui-ci ne puisse s'y opposer.

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES ET DEVOIR D'INFORMATION**

Le concessionnaire s'engage à respecter toute disposition légale et réglementaire régissant les activités objet du présent contrat, selon les conditions et modalités fixées.

Le concessionnaire s'engage à informer immédiatement, par écrit, l'autorité concédante, de la survenance de tout événement susceptible d'affecter l'exécution de la présente concession de services.

Le concessionnaire est tenu d'informer sans délai l'autorité concédante :

- De la modification de sa forme juridique ;
- De la modification de ses statuts ;
- Des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- Des modifications se rapportant à la composition de son capital social et à ses actionnaires,
- Des modifications de sa raison sociale ou de sa dénomination ;
- Du changement de son adresse ou de son siège social ;
- Et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

L'AP-HP obtient pour sa part toute autorisation, tout agrément et procède à toute déclaration rendue nécessaire par l'établissement et l'exploitation des ouvrages et mis à sa charge par les dispositions précitées.

La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république impose à tout organisme chargé de l'exécution d'un service public le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité que cette exécution soit confiée directement par la loi ou par un règlement ou via l'attribution d'un contrat de la commande publique.

Sont notamment concernés les contrats de concession de services.

A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariées et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égales toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant ou un sous-concessionnaire) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet

égard communiquer à l'acheteur ou à l'autorité concédante chaque contrat de sous-traitance ou de sous-concession qui aurait pour effet de faire participer de sous-traitant ou sous-concessionnaire à l'exécution du service public.

## **ARTICLE 3 : CESSION-SUBDELEGATION**

### **ARTICLE 3.1 - CESSION**

Toute cession fait l'objet d'une autorisation préalable de l'AP-HP, donnée par le Directeur du GHU Nord ou son représentant. Dans le cas où l'AP-HP accepte la cession envisagée, celle-ci donne lieu à un acte de cession passé entre le cédant et le cessionnaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que notamment la durée, la nature de la mission confiée au concessionnaire, et les conditions financières de la concession.

Le cessionnaire est entièrement subrogé dans les droits et obligations du cédant et doit s'engager à reprendre intégralement à l'égard de l'autorité concédante, l'exécution de toutes les obligations découlant du présent contrat.

### **ARTICLE 3.2 - SOUS-CONCESSION**

Le concessionnaire gère personnellement les équipements et ouvrages mis à sa disposition ainsi que le service auquel ils servent de support.

Il est l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, y compris pour les missions qui seraient subdéléguées à un tiers, avec l'accord préalable écrit de l'autorité concédante.

Le concessionnaire ne peut subdéléguer l'intégralité de sa mission.

A cet égard, la demande d'autorisation émanant du concessionnaire doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir le projet de convention de sous-concession et ses éventuelles annexes faisant clairement ressortir :

- La mission que le concessionnaire envisage de subdéléguer ;
- Les modalités détaillées de rémunération du sous-concessionnaire ;
- Toutes les obligations de service et autres imposées par le présent contrat ;
- Un contrôle identique à celui du concessionnaire imposé au sous-concessionnaire selon les modalités prévues dans le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre à l'autorité concédante d'apprécier si le candidat à la sous-concession présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public. Les renseignements à fournir seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des candidats à la présente concession de service au stade de l'appel à candidature.

L'autorité concédante disposera, pour se prononcer, d'un délai de quatre (4) mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de sous-concession. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la sous-concession est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le sous-concessionnaire au titre de son contrôle, devront être produits par le concessionnaire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à la mission subdélégée.

## **ARTICLE 4 - CONTRÔLE EXERCÉ PAR LE CONCEDANT**

### **ARTICLE 4.1 - CONTRÔLE**

L'AP-HP procède à la constatation de la bonne exécution des prestations par le concessionnaire, vérifie et contrôle le respect des conditions techniques et financières de l'exploitation. L'AP-HP se réserve le droit d'effectuer par l'intermédiaire du représentant de son choix et de tout organisme extérieur mandaté par lui, une surveillance technique des matériels fournis, ainsi qu'administrative et financière de la gestion du service.

Les représentants de l'autorité concédante, dûment accrédités, auront libre accès aux espaces mis à disposition et aux matériels fournis. Ils pourront prendre connaissance et/ou se faire communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Le concessionnaire sera tenu de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante ou ses représentants habilités. Le concessionnaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du contrat, à répondre à leurs questions, et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, sont opposables au concessionnaire sous réserve que les contrôles soient effectués contradictoirement.

**L'autorité concédante conserve le contrôle du service et doit obtenir du concessionnaire tous les renseignements et informations nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations :**

Les états, rapports, comptes rendus et tableaux décrits ci-après, sont remis semestriellement à la Direction des achats, des services économiques et logistiques (DASEL) du GHU Nord-Paris Cité.

### **ARTICLE 4.2 - TRANSMISSION DES RAPPORTS ET COMPTES A L'AP-HP**

Le concessionnaire transmet chaque année **avant le 31 janvier de l'année N+1** le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année N pour permettre le calcul de la redevance.

En outre, en application de l'article R 3131-1 à 4 du code de la commande publique le concessionnaire produit chaque année avant le **1<sup>er</sup> juin** à l'AP-HP un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat, ainsi qu'une analyse de la qualité du service rendu. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'AP-HP d'apprécier les conditions d'exécution du service. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le concessionnaire à la disposition de l'autorité concédante dans le cadre de son droit de contrôle.

La qualité du service doit être garantie à compter du jour de la mise en service, et ce pendant toute la durée du service en fonction des critères de performance maximum attendus par les professionnels de la branche pour chacun des équipements exploités.



#### **ARTICLE 4.2.1 - LES DONNEES COMPTABLES TRANSMISES AU TITRE DU RAPPORT ANNUEL**

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure,
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée,
- Un état détaillé et chiffré des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement détaillé et chiffré, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité,
- Un état détaillé et chiffré du suivi du programme d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la concession,
- Un état détaillé et chiffré des amortissements annuels réalisés par type d'équipements,
- Un état détaillé et chiffré des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année,
- Un inventaire détaillé des biens désignés au contrat (équipements, réseaux, infrastructures),
- Un bilan des travaux de construction, gros entretien, renouvellement et équipement réalisés annuellement.

#### **ARTICLE 4.2.2 - UNE ANALYSE DE LA QUALITE DU SERVICE**

Tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers.

La qualité des services est appréciée par tout indicateur proposé par le concessionnaire ou demandé par l'autorité concédante et défini contractuellement.

#### **ARTICLE 4.2.3 - ANNEXES AU RAPPORT ANNUEL**

Comprenant un compte rendu technique et financier comportant les informations utiles relatives à l'exécution du service.

##### **COMPTE RENDU TECHNIQUE**

- Nombre d'interventions de maintenance réalisées ;
- Délais d'intervention ;
- Type d'intervention ;
- Évolutions techniques du parc (modifications des réseaux, infrastructures, équipements...) ;

- Tableau de bord du suivi de l'installation ;
- Tableau de bord des renouvellements réalisés.

Le concessionnaire devra également fournir, au titre de l'exploitation, un état détaillé et chiffré concernant :

- La quantité des équipements (TV, casques...) ;
- Le nombre d'abonnés aux différents services ;
- L'évolution générale des infrastructures et équipements, y compris travaux de construction, gros entretien, renouvellement et équipement réalisés annuellement ;
- Les modifications éventuelles apportées à l'organisation de la prestation ;
- Les plaintes des patients, signalements de dysfonctionnements ou événements indésirables émis par le coordinateur logistique du site ou son représentant : nombre et nature des plaintes, signalements ou événements indésirables reçus, modalités de leur traitement ;

### COMPTE RENDU FINANCIER CERTIFIÉ PAR UN COMPTABLE

- **Une analyse des dépenses et des recettes.** Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'exercice ; il met en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du contrat sont réunies. Il précise en outre :
  - o **Au chapitre des dépenses.** Le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation...), des charges d'investissement et des charges de renouvellement et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur ainsi que le montant des redevances versées à l'AP-HP ;
  - o **Au chapitre des recettes.** Le détail des recettes d'exploitation réparties suivant leur type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Doivent notamment être précisées à ce titre, les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarifs, ainsi que leur mode de détermination et leur évolution) ;
- **Un compte de résultat.** Le concessionnaire produit les comptes de l'exploitation du service concédé afférents à chacun des exercices écoulés. Il est utilisé à cet effet la notion de compte de résultat défini dans le plan comptable général applicable aux entreprises privées. Ce compte comporte :
  - o **Au crédit :** les produits de service revenant au concessionnaire et les compensations éventuelles versées à l'AP-HP ;
  - o **Au débit :** les dépenses propres à l'exploitation, y compris l'amortissement des ouvrages et matériels, ainsi que les impositions afférentes à l'exploitation des services objets du présent contrat.

L'ensemble des documents demandés ci-dessus au titre de l'article 4.2 sont à transmettre en formats papier et informatique exploitable (Excel notamment pour les données chiffrées).

### ARTICLE 5 - AUTORISATION D'OCCUPATION/UTILISATION D'ESPACES DU DOMAINE PUBLIC

L'autorité concédante met à la disposition du concessionnaire un espace éclairé, chauffé et adapté au mode d'exploitation concerné par la présente concession. Le plan

et la surface de ce local sont repris dans l'annexe 1 – Descriptif des locaux, de l'architecture existante, des équipements et infrastructures mis à disposition.

Cet espace permet au titulaire d'y accueillir ses activités commerciales y compris un espace sécurisé et dédié pour le stockage des équipements. L'emplacement mis à la disposition du concessionnaire fera l'objet d'un état des lieux contradictoire la veille ou le jour de la prise d'effet de la concession de service. Cet état des lieux décrira notamment la nature et la composition de l'espace, ses équipements, son état d'entretien. Il sera annexé au contrat. Le lieu d'implantation du concessionnaire relève de la seule compétence de l'autorité concédante ; il pourra évoluer en cours de contrat.

Le concessionnaire est autorisé à placer dans l'espace ainsi mis à sa disposition, les mobiliers et matériels nécessaires à son exploitation.

Il ne peut présenter ni stocker de produits ou matériels autres que ceux liés à son activité. Ces mobiliers et matériels doivent être de bonne présentation et recevoir l'approbation préalable de l'autorité concédante afin d'en assurer une bonne intégration avec l'environnement, notamment les mobiliers et la signalétique du site. Ils doivent être conformes aux normes de sécurité, notamment contre l'incendie dans les ERP.

Les petits aménagements mobiliers apportés par le concessionnaire à l'espace mis à sa disposition, à l'exception du mobilier technique nécessaire au fonctionnement, deviendront au terme (normal ou anticipé) de la concession et ce quel que soit le motif pour lequel elle surviendra, la propriété de l'autorité concédante sans versement d'indemnité de sa part.

Le concessionnaire s'engage à accepter tout déplacement des espaces ou démontage des mobiliers à la demande de l'autorité concédante notamment en cas de travaux ou d'événements exceptionnels, sans pouvoir prétendre à une indemnité à quelque titre que ce soit.

Toute adjonction d'éléments meublant complémentaires (stockage des appareils) et toute modification des branchements électriques existants doit être soumise à l'approbation préalable de l'autorité concédante. Les modifications éventuelles (intérieur comme extérieur) sont à la charge exclusive du concessionnaire si celui-ci en fait la demande.

Le concessionnaire s'engage à veiller à la bonne conservation des espaces mis à sa disposition. Il est responsable de toutes les dégradations qui pourraient être faites aux locaux, mobiliers et matériels mis à sa disposition. Il doit notamment réparer les dégradations qui résulteraient de son activité.

## **ARTICLE 6 - OBLIGATION DES PARTIES**

### **ARTICLE 6.1 - OBLIGATIONS DE L'APHP**

L'AP-HP est tenue de respecter les obligations stipulées à sa charge dans le présent contrat.

Elle collabore activement avec le titulaire, en mettant notamment en place les moyens nécessaires à une exécution normale du service. Elle lui apporte son concours en vue de l'obtention de toutes autorisations ou agréments ; elle facilite, le cas échéant, le renouvellement et l'implantation des infrastructures et équipements des réseaux ainsi que leur entretien.

L'hôpital dresse un registre dans lequel sont consignées les réclamations émanant des usagers, personnels soignants, techniciens de l'hôpital et toute personne ayant à connaître du service rendu par le concessionnaire et les réponses apportées par celui-ci.

## **ARTICLE 6.2 - OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE**

Le concessionnaire s'engage à prendre en charge sous sa responsabilité et à ses frais et risques, la mission globale définie dans le présent contrat.

Le concessionnaire exploite le service concédé à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité et de la qualité du service et qu'il assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrits.

Le concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures de prévention liées aux risques aspergillaires et amiantes lors de son intervention ou de celle de ses préposés dans les services à l'occasion des travaux nécessaires à la fixation de support passage de câble. Selon les secteurs concerné une déclaration et une autorisation préalable auprès de respectivement du CLIN et du référent amiante devra être obtenue.

### **ARTICLE 6.2.1 - FORMALITES ADMINISTRATIVES A LA CHARGE DU CONCESSIONNAIRE**

Le concessionnaire s'engage à :

- Respecter le règlement intérieur de l'AP-HP ;
- Mettre à disposition des professionnels qui interviennent sur site (maintenance ou vente), des tenues professionnelles ainsi que des badges d'identification avec leurs noms, prénoms et fonctions
- Respecter les règlements de sécurité incendie applicables dans un établissement recevant du public de type U et IGH ;
- Pour l'exploitation des réseaux de télévision par câble, à déclarer auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, l'exploitation des réseaux câblés des établissements avant la mise en exploitation ;
- Respecter la réglementation relative à la diffusion et à la distribution des programmes de télévision, conformément aux dispositions applicables à l'ensemble des services de communication audiovisuelle soumis à autorisation qui constitue le titre III de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 (articles 35 à 38) ;
- S'acquitter de toutes les formalités et tous les frais relatifs aux droits de retransmission et de diffusion tels que les droits d'auteurs (redevance SACEM notamment), redevances, droits de réception par satellite et par câble, ... ;
- Respecter les décisions de l'ARCEP (Autorité de Régulation des communications électroniques et des postes) ;
- Respecter les dispositions du décret n° 92.158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Respecter et accomplir les formalités en matière de droits d'auteur et de propriété littéraire et artistique ;
- Respecter et accomplir les formalités auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés notamment pour les traitements automatisés de données à caractère personnel, ainsi qu'aux traitements non automatisés de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans des

fichiers (loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée) ;

- Respecter, en application des articles L.32 et suivants du Code des postes et communications électroniques, les obligations afférentes à un opérateur de réseaux ouverts au public et fournissant au public des services de communications électroniques ;
- Reprendre, si les conditions de l'article L.122-12 du Code du travail sont remplies, le personnel affecté au service de la présente concession de service.

#### **ARTICLE 6.2.2 - SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE**

Le concessionnaire, ses préposés et toute personne participant/intervenant au titre du présent contrat (dont sous-traitants) seront tenus à un strict respect du secret professionnel tant en ce qui concerne les informations connues à l'occasion de l'accomplissement de leurs activités que par le seul fait d'exercer en milieu hospitalier.

À cet effet est joint en annexe 4 un modèle type de confidentialité, que le concessionnaire s'engage à utiliser et qui devra obligatoirement être signé par toutes personnes identifiées ci-dessus.

#### **ARTICLE 6.2.3 - DEROULEMENT DE LA MISSION**

Le concessionnaire, ses préposés et toute personne participant/intervenant au titre du présent contrat s'engage à prendre toute mesure utile afin d'assurer la sécurité, le bon ordre et la tranquillité de son activité. Le concessionnaire doit veiller à ne pas porter atteinte, du fait de son activité, à l'ordre public, à la sécurité et à la sûreté publique, aux bonnes mœurs, à l'intégrité du domaine public.

Le concessionnaire, ses préposés et toute personne participant/intervenant au titre du présent contrat, en cas d'intervention et y compris dans le cadre de la réalisation de travaux (modernisation des infrastructures ou autres) sur le site hospitalier, s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers en laissant la priorité aux visites des médecins, aux examens, soins et repos des patients. Il devra respecter les conditions particulières applicables à certaines chambres.

**Il devra informer le représentant de l'établissement de toute intervention concernant la maintenance, la modernisation, la modification, l'entretien des équipements et infrastructures que ces opérations soient réalisées en propre ou par ses préposés, sous-traitants ou toute personne participant/intervenant au titre du présent contrat.**

Le personnel du concessionnaire, ses préposés et toute personne participant/intervenant au titre du présent contrat seront identifiés individuellement par le port d'un badge à leur nom et précisant leur appartenance professionnelle. Il devra se présenter au cadre du service avant toute intervention. Il sera soumis aux mêmes règles et aux mêmes obligations de discipline générale que les agents du GHU Nord, ainsi qu'au respect de la confidentialité des hospitalisations, et à l'obligation de discrétion en général.

Le concessionnaire se porte fort du respect de l'ensemble des termes et conditions du présent contrat par l'ensemble de ses préposés et personnels placés sous son autorité.

Le GHU Nord-Paris Cité se réserve le droit de refuser l'accès aux établissements à toute personne dont le comportement, la tenue générale, ou la manière de servir porterait atteinte au service public hospitalier.

## **ARTICLE 6.2.4 - DOMAINE DU CONTRAT**

### **ARTICLE 6.2.4.1 - INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS ETABLIS PAR L'APHP**

La description de l'architecture existante, les équipements et infrastructures mis à disposition par l'AP-HP sont définis en annexe 1 du présent contrat.

### **ARTICLE 6.2.4.2 — INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS ETABLIS PAR LE CONCESSIONNAIRE**

#### **Investissements à la charge du concessionnaire :**

Le concessionnaire finance ou acquiert selon le cas et installe :

- Les postes de télévision écran plat, potences, plateaux, supports dans chacune des chambres de l'hôpital. Ces postes de télévision devront permettre la diffusion de messages/services à caractère interactif. Exemples : vidéo de présentation de l'hôpital ou d'un service, message à caractère informatif sur les modalités pratiques de l'hôpital (modalités d'admission et de sortie, frais de séjour, conditions de sortie, horaires de visite, horaires cafétérias, accès transports en communs et voitures...). Ils devront être équipés en port USB.
- Les postes de télévision proposés doivent tenir compte des lieux d'implantation (chambres, halls de consultation et d'accueil, lieux ou salles d'attente, salles à manger). Ainsi, différentes tailles doivent être proposées. Les téléviseurs doivent être neufs, de grande marque, non modifiés, non encartés et normés CE.
- Les équipements mis à disposition doivent être adaptés aux déficiences des patients en situation de handicap ou personnes âgées (déficience auditive, visuelle, motrice, et déficience de l'élocution).
- Tout investissement complémentaire aux installations livrées par l'AP-HP nécessaire ou utile aux prestations à délivrer (prises antennes, casques, câblage...etc.).
- Le rafraîchissement de la décoration du local actuel ainsi qu'une signalétique moderne et attractive.

Ces investissements ne peuvent donner lieu à aucune facturation ou à déduction de redevance

Les recettes dégagées par le concessionnaire au titre de la présente concession consistent uniquement aux résultats d'exploitation à travers les redevances perçues directement auprès des usagers. Aucune autre forme de rémunération ne sera admise au titre des investissements précités.

#### **Frais d'exploitation à la charge du concessionnaire :**

- Les frais et charges d'abonnement et de consommation dus aux opérateurs de réseaux ;
- Les consommables divers liés à la prestation (télécommandes, piles, cordons d'alimentation, remplacement des casques...).
- L'option Télétex, pour les malentendants doit être disponible et proposée ;
- La maintenance des infrastructures et des équipements ;
- Le suivi de l'évolution du parc en assurant notamment les transferts ou les opérations de dépose/repose d'équipements liés aux évolutions des sites (création de services, transfert de services, travaux de rénovation...).
- Les dédoublements dans le cas des chambres à deux (2) lits.



- L'obligation en vigueur en France et en Europe de conserver les données de connexion pendant une durée 12 mois en France (décret du 24 mars 2006), et de 6 à 24 mois en Europe (directive 2006/24/CE) ;
- La rémunération des personnels affectés à la gestion des ouvertures de droits, à l'encaissement et à la gestion du compte.
- Le candidat retenu et le concessionnaire actuel feront leur affaire personnelle de la reprise du personnel affecté directement à l'activité conformément à la réglementation.
- Tous les frais susceptibles d'être directement rattachés à l'activité du concessionnaire du contrat.

### **Réalisation de travaux d'infrastructure**

Le concessionnaire est chargé à ses frais et risques de la réalisation des travaux d'infrastructures préalables :

- à la mise en service
- à l'acquisition
- à la mise en place des équipements relatifs à l'objet de la prestation.

Les travaux et les équipements doivent être exécutés conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activité.

Les travaux réalisés par le concessionnaire ne pourront en aucun cas gêner, perturber ou interrompre l'activité hospitalière du site. Pendant les travaux, le concessionnaire prend toute mesure intéressant la sécurité, à ses risques et périls, et sous sa seule responsabilité.

Avant toute exécution, le concessionnaire établit ou fait établir les documents nécessaires à la mise en œuvre du projet d'exécution et remet deux (2) exemplaires à l'AP-HP.

Spécifiquement pour les travaux, l'AP-HP, représentée par l'Ingénieur Maintenance de l'établissement et le référent en charge du suivi du contrat concerné, suivent l'exécution des travaux et ont en conséquence libre accès au chantier. Ils sont régulièrement informés de leur avancement.

La direction de l'hôpital est, sans délai informée de tout incident ou événement susceptible d'affecter le bon déroulement des travaux par courrier électronique immédiatement confirmé par lettre recommandée et avis de réception postal.

Ces travaux (de construction, gros entretien, renouvellement et équipement) devront faire l'objet d'un bilan annuel et d'un bilan de sortie.

#### **- Réception des travaux exécutés avant la mise en service des installations :**

Il est procédé, avant la mise en service des installations, à une réception contradictoire des équipements et infrastructures, ainsi qu'à la mise à jour du procès-verbal d'inventaire (avec n° de série et caractéristiques) des équipements et infrastructures, par le concessionnaire et le directeur de l'établissement concerné ou leurs représentants.

Un rafraîchissement de la décoration du local et une signalétique moderne et attractive sont attendues.

L'Ingénieur Maintenance de l'établissement et le référent en charge du suivi du contrat concerné participent aux opérations de réception ; leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Le concessionnaire fournira sans délai à l'AP-HP tous les documents afférant aux travaux effectués.

**- Maintenance des équipements et des infrastructures**

Le concessionnaire s'engage à procéder aux opérations de maintenance des matériels mis à disposition du patient. Cette maintenance est à la fois préventive et curative.

Les opérations de maintenance préventive doivent faire l'objet d'une planification annuelle par le concessionnaire, qui la transmet en début d'année au responsable logistique du site.

Le concessionnaire s'engage à intervenir pour résoudre tout dysfonctionnement au plus tard dans les quatre (4) heures ouvrées à compter de la notification du dysfonctionnement.

**Tout manquement ou retard dans l'exécution de ces obligations pourra donner lieu à l'application de pénalités telles que stipulées à l'article 12 du présent cahier des charges.**

Par ailleurs, le concessionnaire s'engage à laisser présent dans un local mis à sa disposition au titre du présent contrat par la Direction de l'Hôpital un stock tampon de matériels (téléviseurs, télécommandes, piles, cordons d'alimentation, casques à usage unique, protections pour les écouteurs des casques...) correspondant au moins à 5% du parc mis à disposition pour faire face immédiatement à toute demande liée à l'indisponibilité d'un matériel. Le cas échéant, la direction de l'hôpital aura la possibilité de prendre des matériels en cas d'absence ou de défaillance momentanée du concessionnaire. Elle disposera à cet effet d'un jeu de clé du local.

**ARTICLE 6.2.4.4 - NETTOYAGE, ENTRETIEN COURANT ET SPECIFIQUE**

Pendant toute la durée du contrat, le concessionnaire pourvoit au nettoyage, à l'entretien courant et spécifique des équipements notamment le nettoyage/dépoussiérage des écrans dans le cadre de l'exécution des services et ce, à ses frais et risques. La fréquence de nettoyage est a minima semestrielle et tient compte, pour chaque service, des fréquences et procédures établies en lien avec l'EOH pour les zones 4 (zone à risque) et 5 (zone à risque élevé).

Les opérations de nettoyage et d'entretien doivent respecter les conditions d'hygiène et de sécurité déterminées par l'hôpital ainsi que la tranquillité des patients.

Le nettoyage des appareils devra être exécuté après avis du cadre de service et doit faire l'objet d'une traçabilité au moyen d'un bon signé et validé par le cadre du service concerné. Cette traçabilité est remise au référent en charge du suivi du contrat. Après chaque campagne de dépoussiérage, un bilan est transmis au responsable logistique du site.

**ARTICLE 6.2.5 - EXPLOITATION DU SERVICE**

Le concessionnaire transmet préalablement au référent logistique la liste de ses préposés amenés à intervenir dans les locaux du site et les modifications apportées à cette liste dès qu'elles surviennent.



## **ARTICLE 6.2.5.1 - ACCUEIL ET PRESTATIONS AUX USAGERS ET REGLEMENT DE SERVICE**

### **Le point d'accueil et de vente**

Un point d'accueil situé au sein de l'hôpital est mis à disposition du concessionnaire. L'aménagement technique de ce point d'accueil est à la charge de celui-ci.

Le point d'accueil de l'hôpital est ouvert, a minima du lundi au vendredi de 10h à 13h puis de 14h à 18h. Le concessionnaire met en œuvre une organisation qui garantit la continuité du service en dehors des heures d'ouverture de l'accueil du concessionnaire, selon les modalités fixées dans le paragraphe suivant.

Ces horaires peuvent être modifiés en fonction des besoins des patients en accord avec la Direction.

Le concessionnaire s'engage à faire respecter, par le personnel en place, les notions de courtoisie, d'amabilité et de disponibilité essentielles à un service d'accueil.

La situation de ce point d'accueil peut naturellement conduire le personnel du concessionnaire affecté à ce poste à remplir une mission générale d'accueil, d'information et d'orientation des usagers de l'établissement concerné.

Le concessionnaire veille tout particulièrement à assurer son obligation d'information et de conseil auprès des patients et de l'AP-HP.

Le concessionnaire doit clairement indiquer par affichage au point d'accueil et/ou à proximité, les coordonnées des interlocuteurs auprès desquels les utilisateurs des services peuvent éventuellement s'adresser en cas de difficultés d'utilisation, de panne, de contestations sur le service rendu.

Un registre destiné à recueillir toute remarque ou réclamation est tenu à disposition des usagers. Ce registre est produit à la direction du site ou groupe hospitalier concerné dans les conditions définies au présent contrat.

### **Service pour les patients dans l'incapacité de se déplacer**

Un service auprès des patients dans l'incapacité de se déplacer doit être assuré.

Un passage en chambre par les professionnels du point d'accueil est à prévoir si nécessaire pour le patient.

Une permanence téléphonique est assurée pour toute demande d'ouverture de droits aux prestations.

## **ARTICLE 6.2.5.2 - GESTION DES DROITS D'ACCES ET FACTURATION**

Le concessionnaire désigné ci-après télé opérateur, propose aux patients la location d'un récepteur de télévision et des services attachés ainsi que le service de téléphonie fixe en chambre via les canaux suivants :

- Points de vente sur chaque site, ouverts selon les horaires définis ci-dessus
- En dehors des horaires d'ouverture des points de vente, le concessionnaire propose des modalités pour que les patients aient accès au service, a minima de 8h à 20h, 7 jours/7 et 365 jours par an.

Le titulaire proposera à chaque usager admis une plaquette simple et claire permettant de le guider dans sa demande de mise à disposition de la télévision.

Un règlement est remis à chaque usager au moment de la signature de sa demande d'abonnement ; il comprend le régime des abonnements et les conditions de paiement

et doit être conforme au présent contrat. Le concessionnaire et ses préposés doivent veiller sous leur seule responsabilité à ce que les patients aient parfaitement compris le sens et la portée de l'engagement auquel ils souscrivent, et notamment aux conséquences pécuniaires de celui-ci.

Dès l'ouverture du compte, le patient ou son représentant se verra attribuer :

- La mise à disposition d'un téléviseur
- Les consommables divers liés à la prestation (télécommandes, piles, cordons d'alimentation, casques...).
- L'option Télétex, pour les malentendants

Il est proposé au patient une option « compte client unique » permettant une facturation unique de l'ensemble des prestations accessibles à partir de la chambre et une visualisation possible par le patient de l'état de son compte sur le téléviseur.

Dans le cas où le patient est dans l'incapacité de se déplacer, ou en raison de la fermeture du point de vente, le paiement des redevances se fait par l'intermédiaire d'un télé opérateur dans la chambre ou de tout autre moyen présenté par le concessionnaire.

Le patient transféré dans une autre chambre continue de bénéficier de l'abonnement souscrit.

**Tout retard dans l'exécution des obligations pourra donner lieu à l'application de pénalités telles que stipulées à l'article 12 du présent cahier des charges.**

Le concessionnaire encaisse le prix de l'abonnement et, le cas échéant, notamment lors d'un départ anticipé du patient, en rétrocède le trop perçu dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un (1) mois.

L'indisponibilité du service de télévision suspend le règlement des sommes dues par les patients et entraîne donc sa gratuité pendant la durée d'interruption.

Il appartient au concessionnaire d'organiser les relations contractuelles qu'il entretient avec les patients désireux de s'abonner à la télévision. Il assume en outre les éventuels contentieux nés à l'occasion de la conclusion de ces contrats et en informe sans délai la direction des Approvisionnements et des Services Economiques et Logistiques.

### **ARTICLE 6.2.5.3 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**

Le prestataire a l'obligation d'affichage de ses tarifs au niveau de la banque d'accueil dans le hall principal, aux accueils et sur les panneaux d'affichage de tous les services de soins et dans les chambres.

À chaque modification de tarif, le concessionnaire a l'obligation d'actualiser et d'afficher ses nouveaux tarifs, après soumission et validation écrites du Directeur de la DASEL du groupe Hospitalo-Universitaire Nord Université de Paris.

Il est mis à la charge du concessionnaire une obligation d'information et de conseil envers le patient. Le concessionnaire s'oblige à informer sans délai le référent hôpital en charge de la prestation de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou à compromettre la continuité du service.

Le concessionnaire s'oblige à répondre sans délai à toute demande ou plainte émanant des patients ou de l'hôpital et à en transmettre une copie au référent logistique.

**Tout retard dans l'exécution des obligations pourra donner lieu à l'application de pénalités telles que stipulées à l'article 12 du présent cahier des charges.**

#### **ARTICLE 6.2.5.4 - ABONNEMENTS**

Les abonnements sont établis sous la forme d'une demande d'abonnement signée par l'abonné.

La durée des abonnements est choisie par l'abonné suivant des périodes de 24 heures payables d'avance.

L'offre commerciale pour les patients doit comprendre au minimum :

- Un **bouquet unique PREMIUM** pour les chaînes de télévision, comprenant les chaînes TNT, des chaînes thématiques et radios
- Un service de téléphonie fixe
- Les autres services associés, dont la mise à disposition des consommables permettant d'accéder au service.

Dans le cas où le patient ne souscrit aucun abonnement, il a accès, via son téléviseur, à une chaîne unique de la TNT, dont le choix appartient à l'hôpital.

#### **ARTICLE 6.3 - FONCTIONNEMENT DU SERVICE**

Le concessionnaire assure la gestion et l'exploitation d'un réseau câblé mis à disposition par l'établissement permettant la réception et la diffusion des chaînes de télévision françaises, la diffusion d'émission de télévision par satellite ou par câble.

Le réseau doit permettre la diffusion, à partir de l'hôpital, de programmes destinés aux patients hospitalisés : le concessionnaire réserve le ou les canaux nécessaires à cet effet.

Le réseau de télévision par câble couvre obligatoirement :

- L'ensemble des chambres des malades (nombre de prises égal au nombre de lits + 1) ; il pourra être prévu, à la demande de l'hôpital, un dédoublement des prises, sans que cela n'engendre de frais supplémentaires pour l'hôpital.
- L'ensemble des locaux actuellement câblés : halls de consultation et d'accueil, lieux ou salles d'attente, salles à manger.

Le câblage permet la réception et l'émission sur le nombre de canaux nécessaires à la répartition suivante :

- Canaux pour la réception des chaînes françaises nationales ;
- Canaux dédiés à la réception d'émission par satellites ou par câble, et notamment des chaînes de télévision étrangères bénéficiaires d'un contrat avec le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Le descriptif technique des infrastructures de distribution de la télévision aux patients des hôpitaux Bichat-Claude Bernard, Beaujon et Louis Mourier figure en annexe 1 du présent contrat.

Toute modification technique de ces infrastructures de distribution de la télévision sera mentionnée à la fin des présents documents contractuels.  
Les éléments seront fournis sur un support électronique (CD-ROM, DVD-ROM, ou autres) au format Autocad® ou compatible.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 7.1 - REDEVANCES PERCUES AUPRES DES USAGERS ET GRATUITES**

Les recettes dégagées par le concessionnaire au titre de la présente concession consistent uniquement aux résultats d'exploitation à travers les redevances perçues directement auprès des usagers. Aucune autre forme de rémunération ne sera admise au titre des investissements ou charges précités, qu'ils concernent équipement soumis à redevance ou non.

#### **Facturation au patient des services de télévision/téléphonie et autres services associés**

Le montant des redevances pour les différentes catégories de prestations fournies aux usagers est fixé en tenant compte des principes d'égalité d'accès, d'égalité de traitement et de prise en compte de la situation des personnes les plus démunies.

Les tarifs appliqués aux usagers seront proposés dans l'offre. Il en sera de même de leur évolution tout au long de la durée de la concession qui devra être validée par l'AP-HP.

Le concessionnaire prévoit une dégressivité en fonction de la durée du séjour hospitalier.

#### **Gratuités pour les patients en situation financière précaire**

Les services de télévision et téléphone seront accordés gratuitement par le concessionnaire, sans compensation financière de l'AP-HP, pour les patients en situation précaire. Ces derniers sont identifiés par les assistantes sociales du GHU Nord qui informent le coordinateur logistique de chaque site ou son représentant.

Ces patients doivent au moins pouvoir bénéficier :

- D'un bouquet de base pour les services de télévision, comprenant a minima les chaînes TNT.
- Des appels entrants et sortants pour le service de téléphonie

Un suivi mensuel devra être réalisé par le concessionnaire et fourni mensuellement au représentant de l'établissement.

#### **Mise en place de téléviseurs gratuits dans certains locaux**

L'accès gratuit au service de télévision est également prévu dans les locaux communs (salles d'attente, lounges, salons des familles, chambres de garde, salles à manger des patients etc.), dans les chambres des hôpitaux de jour et des services de soins de suite/médicaux de réadaptation (SSR/SMR) et de pédiatrie.

L'offre de télévision proposée pour les téléviseurs en gratuité sera a minima composée des chaînes de la TNT et les terminaux utilisés pourront être d'une technologie moins avancée que ceux générant une redevance pour le concessionnaire.

Dans le cas de séjours prolongés pour certains patients, ceux-ci doivent pouvoir recourir à leur matériel personnel. De même, il peut arriver que l'hôpital dispose de ses propres terminaux. Le concessionnaire devra alors faciliter la connexion aux réseaux pour les télévisions notamment.

## **ARTICLE 7.2 - IMPOTS ET FRAIS**

Le concessionnaire acquittera les impôts, taxes et redevances liées à l'exécution du présent contrat. Tout impôt, taxe ou redevance imputé à l'AP-HP au titre de l'activité du concessionnaire donnera lieu à remboursement par ce dernier sur simple présentation du titre correspondant, dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la facture.

À ce titre, il s'engage notamment à acquitter directement ou indirectement les redevances relatives aux droits de diffusions musicales et/ou audiovisuelles (SACEM et/ou autres organismes en charge des droits d'auteurs, compositeurs et éditeurs).

## **ARTICLE 7.3 - REDEVANCE DUE PAR LE TITULAIRE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

### **ARTICLE 7.3.1 - MODALITES DE CALCUL DE LA REDEVANCE**

Le concessionnaire verse à l'AP-HP une redevance pour occupation et utilisation du domaine public.

Le montant de la redevance comporte :

- Une part fixe forfaitaire correspondant à l'utilisation du domaine public
- Une part variable assise sur le chiffre d'affaires que le titulaire réalise dans le cadre de son activité.

### **ARTICLE 7.3.2 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA REDEVANCE**

La redevance (part fixe et part variable) est due au 1<sup>er</sup> trimestre de l'année N+1 par le concessionnaire, qui s'engage à fournir à la Direction des affaires financières avant le 30 janvier de l'année N son chiffre d'affaires de l'année N.

**La non transmission du chiffre d'affaires dans les délais impartis entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 12.**

## **ARTICLE 8 - EVOLUTION DU PERIMETRE DU CONTRAT**

Les inventaires fournis en annexe 1 établissent un nombre de téléviseurs exploitables par le concessionnaire dans les 3 établissements sur la durée du contrat, et donnant lieu ou non au paiement d'une redevance par le patient. Ils font foi pour la prise en compte des évolutions décrites dans les paragraphes suivants.

La vie institutionnelle et le fonctionnement des hôpitaux peuvent amener des modifications ponctuelles ou pérennes dans le nombre de téléviseurs exploitables.

Dans les situations décrites dans le présent article, la Direction des services économiques et logistiques s'engage à informer le concessionnaire des modifications à apporter, dans un délai de 2 mois. Le concessionnaire s'engage ensuite à mettre en place les prestations prévues ci-dessus dans un délai de 30 jours à compter de la demande.

En cas de nécessité de réajuster les clauses du contrat du fait des situations décrites au présent article, le concessionnaire doit transmettre sa demande au Directeur de la DASEL dans les 50 jours suivant la demande. Aucune demande au-delà de ce délai ne sera acceptée.

### **Article 8.1 Augmentation ou diminution du nombre de lits donnant lieu à redevance par le patient**

Dans le cas d'une diminution du nombre de lits (fermeture totale ou partielle d'un service) entraînant une désactivation des téléviseurs ou du téléphone et de façon pérenne (au-delà d'1 an, dans la limite de 10% de variation), alors que les téléviseurs sont prévus en annexe du présent contrat, il est admis que le concédant et le concessionnaire peuvent faire évoluer les modalités financières (prix facturé au patient ou redevance perçue par l'établissement), sous réserve qu'il apporte la preuve que les modalités financières initialement présentées ne permettent pas de supporter des recettes non perçues. Si le service réouvre, il est obligatoirement procédé à un réajustement des modalités financières en conséquence.

Dans le cas d'une diminution du nombre de lits (fermeture totale ou partielle d'un service), la prestation comprend :

- La dépose d'un support mural sur rotule et du terminal patient (y compris pour les équipements hors chambres patients) ;
- La mise à jour de sa base de données.

Le Titulaire prend en charge la gestion des suppressions, l'ensemble des tâches de démontage et d'évacuation des équipements et supports, et laisse la plaque d'adaptation, à l'emplacement du terminal.

Dans le cas d'une création de lits ou d'ouverture d'un service le concessionnaire procède gratuitement à l'équipement et à la mise en service des locaux. La prestation comprend :

- La fourniture et la fixation d'un support mural sur rotule (dont pose/dépose) ;
- L'installation du câblage et de la connectique pour la mise en route ;
- La gestion du retour son avec fixation sécurisée ;
- La fourniture du terminal (dont pose/dépose) ;
- La fourniture de la maintenance au même titre que les autres équipements du parc (y compris pour les équipements hors chambres patients) ;
- La mise à jour de sa base de données et le mouvement du patient.

### **ARTICLE 8.2 Déménagements et transferts de service**

En cas de déménagement ou de transfert de service, pour toute raison que ce soit (ponctuelle ou temporaire), l'aménagement ou le réaménagement des équipements, infrastructures et services sont entièrement à la charge du concessionnaire.

Ils ne donnent lieu à aucune contrepartie financière de l'APHP, ni déduction de redevance, qu'ils soient temporaires ou définitifs quelle que soit la période concernée et ce durant toute la durée d'exécution du présent contrat, qu'il s'agisse d'équipement soumis à redevance ou non.

La prestation comprend notamment :

- La fourniture et la fixation d'un support mural sur rotule (dont pose/dépose) ;
- Le déménagement du terminal patient et sa remise en marche (dont pose/dépose) ;
- L'installation du câblage et de la connectique pour la mise en route ;
- La gestion du retour son avec fixation sécurisée ;
- La mise à jour de sa base de données et le mouvement du patient ;
- La fourniture de la maintenance au même titre que les autres équipements du parc (y compris pour les équipements hors chambres patients) ;
- La pose d'une plaque de propriété.

### **ARTICLE 8.3 AUGMENTATION DU NOMBRE DE TELEVISEURS NE DONNANT PAS LIEU A REDEVANCE PAR LE PATIENT**

Les inventaires annexés au présent contrat prévoient l'installation de téléviseurs gratuits dans certains locaux (cf. article 7).

Leur nombre pourra évoluer dans la limite de 15 téléviseurs gratuits supplémentaires par hôpital sur la durée du contrat, sans qu'aucune charge ou investissement soient portés par l'AP-HP. Au-delà de cette limite, il est admis qu'une évolution de la tarification (redevance patients ou redevance hôpital) ou la prorogation de la convention puissent être négociée, sous réserve que le concessionnaire apporte la preuve que l'investissement ne peut être supporté selon les termes actuels du contrat. L'APHP peut également faire le choix d'acheter ses propres téléviseurs qu'il reviendra au concessionnaire de mettre en fonctionnement, sans modification contractuelle.

### **ARTICLE 9 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE**

En cas d'évolution technologique de nature à améliorer les conditions, notamment économiques, d'exécution du service, le concessionnaire adresse à l'autorité concédante une proposition technique et financière, comportant notamment le calendrier d'exécution de la modification, son montant, son incidence sur la redevance, l'impact sur le coût d'exploitation, maintenance des biens et sur les obligations de l'autorité concédante.

Les modifications pourront porter notamment porter sur un changement d'autocom.

Dans l'hypothèse du passage en autocom IP, il est demandé au concessionnaire de mesurer l'impact d'un tel projet et les conséquences relatives à l'exploitation du service dans le cadre du présent contrat et pour la durée de la concession. Il devra signaler au concédant, dès connaissance du projet, et tout au long de la consultation et de la phase d'exécution du présent contrat, ses remarques quant à la mise en œuvre de ce projet.

### **ARTICLE 10 - RESPONSABILITE**

Le Concessionnaire est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs



ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

L'AP-HP ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des malversations, destructions, infractions ou autres dommages éventuels ayant pour origine des patients ou des visiteurs de l'établissement.

Le Concessionnaire agissant en qualité de commerçant indépendant, reconnaît que l'exploitation de l'activité sur l'emplacement le sera à ses frais, risques et périls.

Il sera, en particulier seul responsable de la gestion financière, notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

Le Concessionnaire devra pouvoir justifier auprès de l'AP-HP qu'il a obtenu les autorisations nécessaires pour exploiter son activité sur l'emplacement concédé avant de commencer cette activité.

Tout salarié sera employé régulièrement en application du droit du travail.

## **ARTICLE 11 - ASSURANCES**

Le concessionnaire doit contracter auprès de compagnies notoirement solvables et bénéficiant de l'agrément du Ministère des Finances les assurances suivantes :

Une assurance responsabilité civile pour tous les cas où elle pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, et les dommages matériels pour un montant en cohérence avec les risques pouvant survenir dans le cadre du service. La police d'assurances, dont une copie sera transmise à l'autorité concédante, couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporel, matériel, immatériel) causés aux tiers.

Le concessionnaire doit faire apparaître dans la police souscrite l'engagement de la compagnie d'assurances ou du mandataire de notifier à l'autorité concédante toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.

Une assurance incendies-explosions, garantissant pour leur valeur réelle, le matériel, mobiliers et contenu en général, appartenant au concessionnaire avec abandon de recours contre l'autorité concédante.

Le concessionnaire doit soumettre à l'autorité concédante pour approbation les polices qui lui seront proposées.

Il acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusivement et doit justifier de leur paiement sur demande de l'autorité concédante.

Il s'engage à fournir chaque année au plus tard le 1er février, l'ensemble des attestations d'assurances.

## **ARTICLE 12 - PÉNALITÉS**

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui seront imposées, des pénalités (faisant l'objet d'un titre de recettes et ne pouvant donner lieu à déduction de



la redevance) peuvent lui être infligées accompagnées s'il y a lieu, de dommages et intérêts envers les tiers intéressés ou l'autorité concédante.

Les pénalités financières peuvent se cumuler entre elles :

Atteinte à la continuité du service (interruption totale ou partielle du service non justifiée par la force majeure)	<b>250€ par jour de retard</b> à rétablir le service.
Atteinte à la sécurité du service, de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité, et après mise en demeure adressée par l'autorité concédante	<b>250€ par jour de retard</b> à rétablir le service, la date de début des pénalités s'appliquant à compter de la date de la mise en demeure +7 jours.
Non-respect des délais d'exécution liée à une intervention spécifique de maintenance, décrits à l'article 6.2.4.2 du contrat (curative et préventive)	<b>50€ par heure de retard</b> constatée à compter de la demande d'intervention
Non-respect des délais d'exécution liés aux situations décrites à l'article 8 (ouverture ou fermeture de lits, installation de téléviseurs gratuits, déménagements/transferts, etc.)	<b>250€ par jour de retard</b> constaté à compter de l'expiration du délai fixé par le présent contrat
Non production, production tardive ou incomplète par le concessionnaire des documents prévus à l'article 4, après mise en demeure adressée par l'autorité concédante	<b>150€ par commentaire et par jour de retard</b> constaté à compter de la date de la mise en demeure + 15 jours
Retard de paiement de la redevance d'occupation du domaine public (part fixe et part variable)	<b>2/100ème des sommes dues TTC par jour de retard</b>
Non respect des plages horaires où le concessionnaire s'est engagé à être présent	<b>75€ par heure de retard</b>
Manquement, dans les obligations commerciales du concessionnaire (amabilité, accès rapide au service, mauvaise image etc.) consigné dans un registre des plaintes tenu par l'hôpital	Mise en demeure dès la consignation de la 2 <sup>e</sup> plainte  Dès la troisième plainte et pour chacune des plaintes suivantes : <b>pénalité = [(Sommes versées par les patients qui ont émis des plaintes) x 10]</b>
Non réponse satisfaisante aux demandes, réclamations écrites (mails) sous 48 heures (jour ouvré).	<b>50€ par jour de retard</b>

Les pénalités indiquées ci-dessus s'appliquent aussi bien aux télévisions soumises à redevance qu'aux télévisions non soumises à redevance.

## ARTICLE 13 - RESILIATION ANTICIPEE DU CONTRAT

L'autorité concédante se réserve le droit de résilier le contrat de la concession de service avant son terme normal :

- Soit pour un motif d'intérêt général, en contrepartie de l'indemnisation du concessionnaire,
- Soit en cas de faute grave commise par le concessionnaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles aux frais et risques de ce dernier (moyennant le rachat des investissements à leur valeur nette comptable).

La résiliation du présent contrat, quel que soit le motif, est signifiée par lettre recommandée avec avis de réception ou courrier électronique le cas échéant, confirmé par lettre recommandée avec accusé de réception. Les motifs de la résiliation sont précisés.

### **ARTICLE 13.1 - RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

L'AP-HP pourra, pour des motifs d'intérêt du service public hospitalier, résilier le présent contrat, moyennant l'observation d'un préavis de six mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le titulaire a le droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi.

Ainsi, dans le cadre de la résiliation pour motif d'intérêt du service public hospitalier, l'AP-HP s'engage :

- A indemniser, sur justificatifs, le préjudice résultant du retour à l'AP-HP, des biens et aménagements utiles financés par le titulaire. L'indemnité est fixée à la valeur nette comptable des investissements cessibles. La valeur prévisionnelle de ces équipements est communiquée à l'établissement concerné à la signature du contrat.
- A reprendre et indemniser, sur justificatifs, les autres équipements achetés initialement par le titulaire. L'indemnisation prendra en compte la valeur nette comptable de ces biens.
- A verser au titulaire une indemnité correspondant à **cinq pour cent (5%) du chiffre d'affaires de l'année n-1 de l'exploitation autorisée pour le préjudice résultant du bénéfice manqué.**
- **A rembourser au titulaire sur justificatifs, les frais liés à la rupture des contrats de travail qui seraient, le cas échéant, résiliés.**

La résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas de droit au non-paiement de la redevance due au titre de la période exécutée.

### **ARTICLE 13.2 - DECHEANCE DU CONCESSIONNAIRE**

En cas de faute grave du concessionnaire, ou si le service n'est exécuté que partiellement, l'autorité concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

La mise en régie interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, pendant huit (8) jours calendaires, sauf urgence.

L'autorité concédante pourra alors prendre possession de l'ensemble des moyens nécessaires à l'exploitation (matériels, personnels, approvisionnements, etc...).

Il pourra également, en cas de carence grave du concessionnaire, de risque en matière d'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la suppression temporaire du service.

Les conséquences financières de ces décisions seront à la charge du concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages ou circonstances indépendantes de la volonté du concessionnaire, ce qu'il lui appartiendra de démontrer.

En cas d'infraction grave ou d'inexécutions répétées des clauses et conditions des présentes, soit notamment faute d'une particulière gravité, l'autorité concédante pourra prononcer la déchéance du concessionnaire, avec pour conséquence la résiliation du contrat aux torts et risques de celui-ci.

Il en va ainsi :

- Du non-respect des obligations résultant des cahiers des charges après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de 15 jours,
- Du non-paiement de la redevance aux échéances prévues à l'article 7.4, après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de 15 jour calendaire,
- De la non-réalisation des aménagements (ou de rénovation), dans les délais prévus (article 8), sauf causes extérieures imprévisibles et après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de 15 jours,
- Du non-paiement des facturations et remboursements divers aux échéances prévues aux articles 6 et 7, après mise en demeure, par lettre recommandée restée infructueuse dans un délai de 15 jours,
- En cas de tromperie sur la qualité d'exécution des prestations ou sur les produits ou matériels utilisés,
- En cas de mise en danger de la sécurité des usagers,
- Du non-rétablissement du service au-delà de 5 jours (à modifier le cas échéant) à compter du constat d'une interruption totale des services
- Du non-rétablissement du service au-delà de 7 jours calendaires à compter du constat d'une interruption partielle ou de l'exécution dégradée de l'un des services objet de la présente concession affectant un ou plusieurs bâtiments
- De la répétition d'incidents sur une période donnée (à partir de 3 manquements répétés dans un délai inférieur à 3 mois)

Cette mesure interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet pendant un délai de quinze (15) jours. Le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité, à l'exception des biens de retour non-amortis.

### **ARTICLE 13.3 – MODALITES DE REPRISE DES BIENS DE RETOUR EN CAS DE RESILIATION ANTICIPEE**

Quelle que soit la cause de résiliation, les biens de retour non amortis par le titulaire lors de la résiliation du contrat, lui seront remboursés sur la base de leur valeur nette comptable selon la méthode de l'amortissement linéaire.

La date retenue pour le début d'amortissement correspond à celle fixée par l'AP-HP telle que précisée à l'article 1.4 du contrat. Le titulaire produira à l'AP-HP, les documents justificatifs afférents.

### **ARTICLE 14 - REMISE DES BIENS EN FIN DE CONTRAT**

Un procès-verbal de sortie ayant valeur contractuelle et dressant l'inventaire (avec n° de série et caractéristiques) des équipements et infrastructures à la date d'échéance de la concession aura lieu au plus tard dans les deux (2) mois à compter de la date d'achèvement du présent contrat.

Cet inventaire devra avoir fait l'objet d'une mise à jour régulière (avec n° de série et caractéristiques) à l'initiative du concessionnaire (notamment après chaque opération de

travaux) et au minimum de façon trimestrielle, afin de régler le sort des biens en fin de contrat.

Les travaux de construction, gros entretien, renouvellement et équipement devront faire l'objet d'un bilan annuel et d'un bilan de sortie.

#### **ARTICLE 14.1 - SORT DES BIENS DE RETOUR**

Les infrastructures, les équipements, installations et matériels acquis ou réalisés par le concessionnaire au cours de l'exécution du présent contrat et qui sont indispensables à la poursuite de l'activité font partie du domaine public hospitalier. Il est fait obligatoirement et automatiquement retour de ses biens à l'AP-HP, sans surcoût, en bon état de fonctionnement et d'entretien, ces biens étant réputés avoir été la propriété de celle-ci dès le début du contrat.

Dans tous les cas de résiliation du contrat ou à expiration, les installations suivantes sont et restent la propriété de l'hôpital :

##### **INSTALLATIONS FIXES**

- Le réseau câblé depuis les équipements de réception et la tête de réseau jusqu'aux prises ;
- Les supports muraux, parties intégrantes du bâtiment ;

##### **INSTALLATIONS MOBILES**

- Les équipements de tête de réseau pour les réseaux de communications audiovisuelles et téléphoniques ;
- Les postes de télévision équipés des systèmes permettant l'interactivité et les télécommandes.
- La licence ;
- Le plan des installations.

##### **REVERSIBILITE**

- **Tous les biens ainsi retournés à l'AP-HP doivent l'être avec l'ensemble des éléments (logiciels, notice, mode d'emploi, connectiques...) permettant leur utile exploitation par l'AP-HP ou toute personne habilitée à la représenter, à compter de l'échéance du présent contrat.**

#### **ARTICLE 14.2 - SORT DES BIENS DE REPRISE**

Les biens de reprise sont ceux qui ont été acquis par le titulaire pour l'exploitation du contrat mais qui ne sont pas indispensables à celle-ci mais que l'AP-HP souhaiterait conserver.

La valeur des biens est fixée d'un commun accord ou à dire d'expert. Les indemnités sont estimées en fonction de l'amortissement technique, et compte tenu des frais éventuels de remise en état.

#### **ARTICLE 14.3 - SORT PARTICULIER DES BIENS PROPRES**

Les biens affectés par le concessionnaire à l'exploitation des réseaux comme les matériels de publicité (supports de documentation, etc.) ainsi que le mobilier sont des biens

propres. Ces biens sont librement repris par le concessionnaire sans que l'AP-HP puisse en revendiquer l'appropriation, sauf à prévoir une indemnisation de leur valeur réelle.

#### **ARTICLE 14.4 - ETAT DES LIEUX DE SORTIE**

Le concessionnaire devra laisser visiter les locaux mis à disposition quinze (15) jours au moins avant la date de libération des locaux. À cette occasion, un état des lieux des locaux sera dressé de manière contradictoire entre l'AP-HP et le concessionnaire. Cet état des lieux sera comparé à l'état des lieux initial de mise à disposition des locaux. L'état des lieux devra permettre une identification parfaite des biens de retour et des biens de reprise.

Le concessionnaire devra laisser tous les locaux occupés en bon état d'entretien et de réparation, l'APHP se réservant le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, soit par l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais du concessionnaire soit par le versement d'une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

L'ensemble des matériels et mobiliers nécessaires à leur fonctionnement sont et resteront la propriété du concessionnaire.

#### **ARTICLE 15 - LITIGES**

Toute contestation par l'une des parties et relative à l'interprétation ou à l'exécution des stipulations figurant aux présentes pourra faire l'objet d'une conciliation. Ainsi, dans un délai de 3 mois à compter de la réception d'un courrier recommandé décrivant les points de désaccord et les stipulations en cause, les parties pourront convenir d'une concertation, dans un lieu convenu entre elles, et en présence de représentants dûment désignés pour les représenter.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif de Paris.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'hôpital Saint-Louis et le concessionnaire ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanées, des prestations à effectuer ou comme fait exonératoire à l'ouverture d'un nouveau service.

## ARTICLE 16 - SIGNATURES

### Signature du titulaire

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

\*Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

### Signature de l'autorité concédante

#### Est acceptée la présente offre

A Paris, le .....

Le Contrôleur financier

A Paris, le .....

Le Directeur Général de  
l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris  
ou, par délégation permanente,  
Le Directeur du GHU AP-HP. Nord – Université de  
Paris  
ou son subdélégué dûment habilité,

Notification du contrat le : .....